



**CONVENTION D'OCCUPATION**

**Permanences de la société AGUR dans les locaux du Centre Médico-Social d'Aiguillon  
Année 2023**

Entre :

la Commune d'Aiguillon,  
représentée par son Maire, Christian GIRARDI,  
Hôtel de ville - place du 14 juillet - 47190 AIGUILLON  
dûment autorisé par délibération en date du 07 mars 2023  
ci-dessous dénommée « la Commune »

d'une part ;

Et

**La Société AQUITAINE de GESTION URBAINE ET RURALE (AGUR)**

Société par Actions Simplifiées,  
immatriculée au RCS de Bayonne sous le numéro 387 729 965 000161  
dont le siège social est au 2B rue de Lestandau 64600 Anglet  
représenté par Pierre ETCHART, Président-Directeur Général

ci-après désignée par les termes « AGUR »

d'autre part

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**Préambule**

La société AGUR est un service public gérant les services d'eau et d'assainissement de près de 300 collectivités en Nouvelle-Aquitaine.

Afin de soutenir l'action d'AGUR, la commune a décidé, compte tenu du caractère d'intérêt général qui s'attache à la mission d'AGUR, de la soutenir en mettant à sa disposition un bureau au sein des locaux du Centre Médico-Social.

**ARTICLE 1. Objet de la Convention**

Par la présente convention, AGUR s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à développer ses actions en matière de conseil et d'information concernant les services d'eau et leurs facturations, à destination notamment des particuliers Aiguillonnais.

A cet effet, AGUR assurera, en outre, une permanence sur le territoire de la Commune.

## **ARTICLE 2. Durée de la Convention**

La présente convention est conclue pour l'année civile 2023 puis par tacite reconduction.  
Elle pourra être dénoncée par chacune des parties trois mois avant son échéance au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

## **ARTICLE 3. Modalités de la permanence assurée par AGUR sur la Commune**

AGUR tiendra une permanence tous les vendredis matin de 9H à 12H ainsi que 2 semaines consécutives au moment de la facturation ayant lieu deux fois dans l'année.

Cette permanence pourra, sur demande de la Commune, être délocalisée ou faire l'objet de modification dans son calendrier sous réserve de l'accord écrit préalable d'AGUR.

Afin de tenir la permanence, AGUR viendra avec son propre matériel informatique et sa base documentaire.

La Commune s'engage à recevoir les permanences d'AGUR dans les locaux du Centre Médico-Social.  
AGUR pourra occuper les locaux suivants (détaillés en annexe 1) :

- Le local n°10, d'une surface de 12,22m<sup>2</sup>
- Les sanitaires réservés aux intervenants professionnels du CMS

AGUR pourra occuper les locaux à tout autre moment en fonction de sa disponibilité en prenant l'attache de l'agent social du Centre Communal d'Action Sociale d'Aiguillon (Flora BOULBES : 05.53.79.82.07).

## **ARTICLE 4. Redevance**

Cette occupation est consentie en contrepartie d'un loyer qui s'élève à 1 200€ par an.

La commune prend à sa charge les frais de chauffage, d'éclairage et d'alimentation en eau potable.  
Les frais d'abonnement et de consommation téléphonique sont à la charge d'AGUR.

## **ARTICLE 5. Inventaire**

Afin de tenir la permanence, les locaux mis à disposition d'AGUR seront entièrement équipés par cette dernière. De plus, n'ayant pas d'accueil au sein du Centre Médico-Social, AGUR s'engage à installer une sonnette sur la porte d'entrée. En cas de détérioration la commune ne prendra aucune responsabilité.

A l'issue de la présente convention, AGUR devra restituer les locaux mis à disposition, après avoir organisé, le cas échéant, le déménagement des biens lui appartenant ainsi qu'un état des lieux avec les services techniques communaux.

## **ARTICLE 6. Entretien et réparation**

La commune assurera l'entretien des bâtiments, conformément à ses obligations attachées à son droit de propriété. La commune assurera également l'entretien des locaux.

Aucune transformation ou amélioration des lieux ne pourra être décidée ou réalisée par l'organisme utilisateur sans l'accord écrit de la commune.

**ARTICLE 7. Assurances**

AGUR devra justifier auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance couvrant son mobilier personnel et le garantissant contre les risques locatifs, ainsi que sa responsabilité civile.

Une attestation correspondante doit être annexée à la présente convention, et renouvelée annuellement en cas de reconduction tacite de la convention.

En cas de perte ou disparition des biens mis à disposition, pour quelque cause que ce soit, qu'elle soit partielle ou totale, la résiliation de la présente convention aura lieu de plein droit sans indemnité et sans que la commune puisse être tenue de reconstruire ou de remettre les lieux en leur état primitif.

**ARTICLE 8. Cession, sous-location**

La présente convention étant conclue intuitu personae, toute cession des droits en résultant ou sous-location des locaux mises à disposition est interdite.

**ARTICLE 9. Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

**ARTICLE 10. Résiliation**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, le tout sans indemnité ni restitution de contribution déjà éventuellement versée.

Fait à Aiguillon, le

Pour la Commune,

Pour AGUR

Christian GIRARDI,  
Maire

P/O  
M. Jean-Baptiste FAGALDE



# CONVENTION INSTALLATIONS SPORTIVES 2022/2023

## ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Conseil Département de Lot et Garonne, représenté par Madame Sophie BORDERIE,  
Présidente du Conseil Départemental de Lot et Garonne,

d'une part

ET

Le collège Stendhal d'Aiguillon, représenté par son Proviseur, Monsieur Christophe BONNET, nommé au 1<sup>er</sup> septembre 2022,

ET

La Commune d'Aiguillon, représentée par son Maire, Monsieur Christian GIRARDI,  
dûment habilité par la délibération en date du 7 mars 2023,

d'autre part

VU

L'article 72 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 (nouvel article L 1311-7 du CGCT).

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

### Article 1 : Conditions de mise à disposition

La Commune d'aiguillon s'engage à mettre à disposition du Collège Stendhal d'Aiguillon les installations sportives mentionnées ci-dessous.

L'établissement utilisera les locaux ci-après désignés, exclusivement en vue d'activités d'éducation physique et sportives, dans les conditions suivantes :

1 - Les locaux, terrains et ou voies d'accès mis à disposition sont :

- Le stade « Louis Jamet »,
- Le gymnase « Louis Jamet »,
- Le gymnase « Marcel Durand »,

2 - Les périodes, jours et heures d'utilisation seront fixés par un planning. Ce planning pourra être modifié par accord entre les parties avec un préavis de 15 jours.

3 - L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'établissement s'oblige à se conformer aux dispositions du règlement intérieur et aux prescriptions de sécurité.

4 - L'établissement d'enseignement ne pourra concéder l'utilisation dont il bénéficie en vertu de la présente convention à un autre établissement scolaire ou à un tiers sans l'autorisation du propriétaire.

## **Article 2 : Dispositions relatives à la sécurité**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- Avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition : cette police portant le n° ..... a été souscrite le ..... elle est renouvelable par tacite reconduction auprès de la .....
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et des consignes particulières, et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le Chef d'Etablissement selon l'activité envisagée.
- Avoir procédé à une visite des locaux et terrains mis à disposition ainsi que des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.
- Avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

## **Article 3 : Dispositions relatives au déroulement des activités**

Lors de l'utilisation des locaux mis à leur disposition, les professeurs d'E.P.S., responsables des activités, s'engagent à :

- Assurer la surveillance des participants (respect, propreté des bâtiments...),
- Installer et ranger le matériel,
- Eviter toute dégradation, notamment dans les vestiaires,
- Faire le tour des locaux pour vérifier toutes les fermetures (électricité, eau ...) portes et fenêtres.

#### **Article 4 : Dispositions relatives à l'entretien**

La Commune d'Aiguillon s'engage à laisser les équipements énumérés à l'article 1<sup>er</sup> à la jouissance de l'Etablissement pendant les périodes prévues par le planning d'utilisation. En dehors de ces périodes la Commune d'Aiguillon aura la libre disponibilité des lieux ;

La Commune d'Aiguillon désignera **Mme Véronique POLONI**, 05 53 79 82 16, [veronique.poloni@ville-aiguillon.fr](mailto:veronique.poloni@ville-aiguillon.fr), [services.techniques@ville-aiguillon.fr](mailto:services.techniques@ville-aiguillon.fr), en tant que correspondant de l'Établissement scolaire, qui règlera l'ensemble des modalités d'utilisation des installations ci-dessus mentionnées.

La Commune d'Aiguillon notifie à l'Établissement le règlement intérieur d'utilisation des lieux ainsi que les consignes et les dispositions de sécurité incendie. Toute modification apportée à ces pièces sera notifiée immédiatement.

La Commune d'Aiguillon procède à l'affichage des condition d'évacuation des locaux ;

La Commune d'Aiguillon assure le bon entretien des locaux et installations, y compris les sanitaires, les vestiaires ; elle assure également, le cas échéant, la tonte des terrains et l'entretien des voies d'accès.

#### **Article 5 : Conditions financières**

##### ***5-1- Coût horaire de la mise à disposition :***

Le coût horaire est fixé :

- En fonction des charges réelles de fonctionnement,
- En fonction du nombre réel d'heures d'utilisation permettant le calcul du coût horaire au prorata.

Les charges constatées englobent l'ensemble des charges de fonctionnement, et notamment :

- Les fluides,
- Les travaux d'entretien courant,
- Les charges de personnel d'entretien (espaces couverts, espaces verts, piscine, etc..)

- Les charges de personnel obligatoire éventuelles liées à la sécurité de l'activité ou à l'accueil.

Sont exclues les dépenses d'investissement liées aux locaux et matériels.

Les coûts horaires par installation sportives sont de ;

- Le gymnase « Louis Jamet » : 22.00 € de l'heure
- Le gymnase « Marcel Durand » : 25.50 € de l'heure
- Le stade « Louis Jamet » : 22.50 € de l'heure

### **5-2- Temps d'utilisation des installations sportives.**

Pour 2021/2022, le nombre d'heures d'utilisation des installations sportives s'élève à ;

- Gymnase « Louis Jamet » : 230 heures
- Gymnase « Marcel Durand » : 246 heures
- Stade & installations de pleins air « Louis Jamet » : 434 heures

**Total : 910 heures**

Pour les années scolaires suivantes, l'établissement d'enseignement communique à la ville d'Aiguillon avant les vacances d'octobre de chaque année, la prévision d'utilisation annuelle des différentes installations, à partir de laquelle sera calculé le coût total annuel.

### **5-3- Coût total établi forfaitairement en octobre de chaque année.**

Il est obtenu en multipliant le coût horaire par le nombre d'heures.

Pour l'année scolaire 2022/2023, le montant de la mise à disposition s'élève à :

- Gymnase « Louis Jamet » : 230 h x 22.00 = 5 060 €
- Gymnase « Marcel Durand » : 246 h x 25.50 = 6 273 €
- Stade & installations de pleins air « Louis Jamet » : 434 h x 22.50 = 9 765 €

**Total : 21 098 €**

### **5-4- Prise en charge des dépenses**

L'établissement d'enseignement s'engage à prendre en charge les dépenses correspondant à l'utilisation par l'Etablissement des équipements tels qu'ils sont précisés dans l'article 1.

La facturation sera établie par la Commune d'Aiguillon à l'issue de chaque année scolaire et sera envoyée au Département.

**Article 6 : Renouvellement, Dénonciation**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire, renouvelable chaque année avec tarification pour l'année scolaire à venir motivée par l'augmentation des charges et/ou des produits de la collectivité propriétaire. Elle est établie en vue de préciser les rôles, charges et obligations de chacun des partenaires.

D'une éventuelle modification des tarifs ou d'une augmentation motivée des charges et/ou des produits de la collectivité propriétaire,

Elle donnera lieu à un avenant dans les cas :

- D'une éventuelle modification du nombre d'heures d'utilisation prévisionnelle des installations sportives, par référence au nombre d'heures précisé au paragraphe 5-2.

La présente convention peut être dénoncée par l'une et l'autre partie :

- 1- A la fin de chaque année scolaire afin, le cas échéant, de modifier la répartition des rôles, charges et obligations de chacun.

Dans ce cas, la résiliation ne prendra effet qu'à la signature d'une nouvelle convention ou, à défaut, à la rentrée suivante.

- 2- A tout moment, pour cas de force majeure, pour tout motif sérieux ou dans l'hypothèse où l'installation sportive serait désaffectée, par lettre recommandée avec Accusé de Réception, copie adressée aux autres parties concernées.

Dans ce cas la résiliation prendra effet un mois après réception de la lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

A Aiguillon, le .....

A Agen, le.....

Le Proviseur,

Le Maire d'Aiguillon,

La Présidente du  
Conseil Départemental,

Christophe BONNET

Christian GIRARDI

Sophie BORDERIE



## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023-2026

### PREAMBULE

Le vote du budget est un acte majeur dans toutes les collectivités territoriales.

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) constitue la première étape de la préparation budgétaire.

Le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) n'est pas un compte administratif, ni un budget, c'est une projection financière qui n'affecte en rien les prérogatives du conseil municipal à voter annuellement son budget.

Ainsi, prévu par l'article 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) introduit par la loi du 6 février 1992, le DOB a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités au regard de l'évolution possible de la situation financière de la collectivité.

Son rapport, en intégrant les perspectives de fonctionnement (gestion courante) et d'investissement (PPI et contrat municipal associé) vise également à permettre à l'assemblée municipale et après intégration des projets de la commune, d'apprécier si au terme du mandat en cours la commune est en capacité de préserver ses ratios prudentiels en termes de capacité d'autofinancement de ses investissements et de capacité de désendettement de l'encours des emprunts.

Cette projection revêt une valeur stratégique sur la durée restante du mandat 2023-2026 et nous permettra ainsi de disposer d'une ligne de conduite sur la période des comptes de notre ville que nous veillerons à réactualiser chaque année à l'observation des comptes administratifs annuels.

Pour convenablement débattre de ces orientations budgétaires, il est important de les restituer à la fois dans le contexte économique international et national mais aussi au regard du contexte financier résultant :

- D'une part de la loi de Finances 2023 en ce qu'elle a prévu pour les collectivités territoriales
- Et d'autre part de l'exécution du budget 2022 au terme de l'exercice écoulé.

Le présent rapport s'attachera à présenter successivement :

- le contexte économique et social ,
- le contexte financier
- les orientations budgétaires de la collectivités.

## I – Le contexte économique et social

### A – Au niveau international

Les perspectives de la croissance mondiale pour 2023 devraient s'établir à 1.7% au lieu des 3% anticipés en 2022. En cause : l'inflation persistante, les effets de la guerre en Ukraine ou encore la hausse des taux. Il s'agit de la croissance la plus faible sur les trois dernières décennies (à l'exception de la crise de 2008).

### B – Au niveau national

Après une croissance du PIB à 2,6%, une baisse est attendue pour 2023 pouvant atteindre 0,3%. Cette baisse s'explique par la forte hausse des prix de l'énergie et sa répercussion sur l'inflation. Malgré les mesures prises par le Gouvernement pour atténuer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat, la consommation des ménages ne retrouverait son rôle moteur qu'en 2024.

## II – Le contexte financier

### Un contexte macroéconomique incertain, marqué par l'inflation et la stagnation de la croissance

Le Gouvernement a présenté le 26 septembre dernier son projet de loi de finances 2023. Compte tenu du rapport de forces défavorable à l'Assemblée Nationale et du risque de blocage, le Gouvernement a fait usage à plusieurs reprises de l'article 49-3 de la Constitution, et a adopté un projet de budget remanié, intégrant un certain nombre d'amendements, y compris de l'opposition parlementaire.

Ce rapport d'orientation budgétaire se fonde sur le projet de budget sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité via l'article 49-3, actualisé au 8 décembre 2022.

Le projet de loi de finances 2023 poursuit quatre objectifs :

- protéger les ménages face à la crise énergétique ;
- financer massivement les missions régaliennes de l'Etat ;
- préparer l'avenir à travers un fort investissement sur l'éducation ;
- maîtriser la dépense publique.

L'évolution des principaux indicateurs de l'économie française dépendra en grande partie de la situation sur le marché de l'énergie.

La Banque de France évoque par ailleurs la possibilité d'une récession sur l'année 2023.



## II – Le contexte financier de la Commune

### A – L'état d'exécution du budget 2022

#### 1- Les dépenses de fonctionnement

##### 1.1 Les charges à caractère général (011)

Elles évoluent de 6.30 % par rapport à 2021. Cela s'explique, entre autre, par une augmentation de l'abonnement d'eau et assainissement (+15.33%), du carburant (+10.93%), de l'énergie (+2.88%), des matières premières (+14.72 %) et des denrées alimentaires (+37.04%).

Les autres dépenses sont stables voire en baisses.

##### 1.2 Les charges de personnels (012)

Elles progressent de 10.92 %. Cette hausse correspond aux recrutements pour le remplacement des personnels absents de longue durée (notamment pour raison de santé) et 2 contrats d'apprentissage (espaces verts et crèche).

##### 1.3 – Les charges de gestion courante (65)

Ces dépenses évoluent en baisse suite à la diminution de la subvention allouée au CCAS et aux subventions aux associations.

Pour l'année 2022, aucune créance éteinte et irrécouvrable n'a été pris en charge.

#### 2- Les recettes de fonctionnement

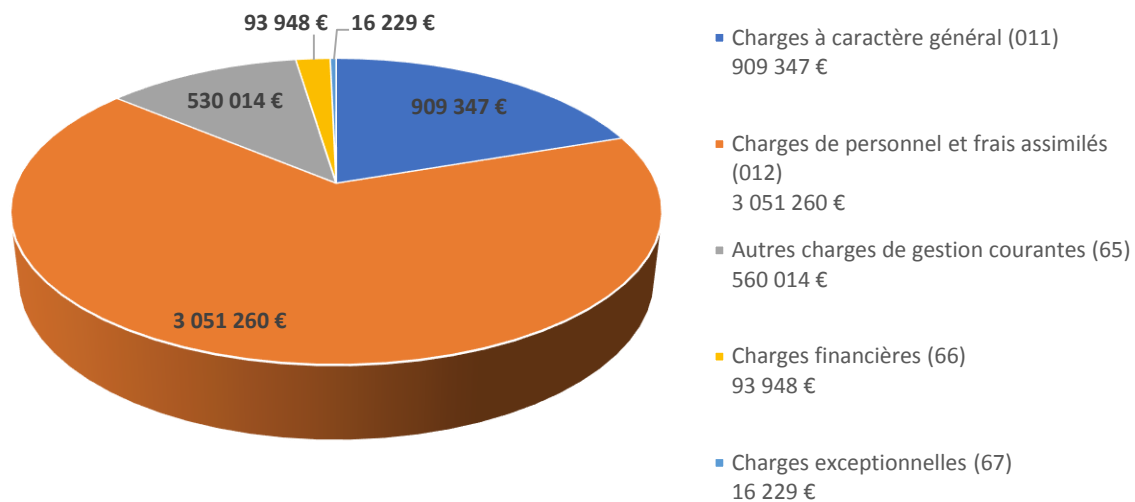
Les recettes réelles de fonctionnement évoluent de 12.20 %. Cela s'explique notamment par un excédent de fonctionnement 2021 reporté en 2022 en hausse. Sans cet excédent, les recettes réelles sont tout de même en augmentation dues à plusieurs facteurs :

- augmentation de la fréquentation du service enfance : cantine, accueil périscolaire (+21%),
- augmentation des remboursements sur salaires (assurance statutaire) (+85.76%),
- augmentation de la fiscalité et des dotations de l'Etat (+7% et + 3%).

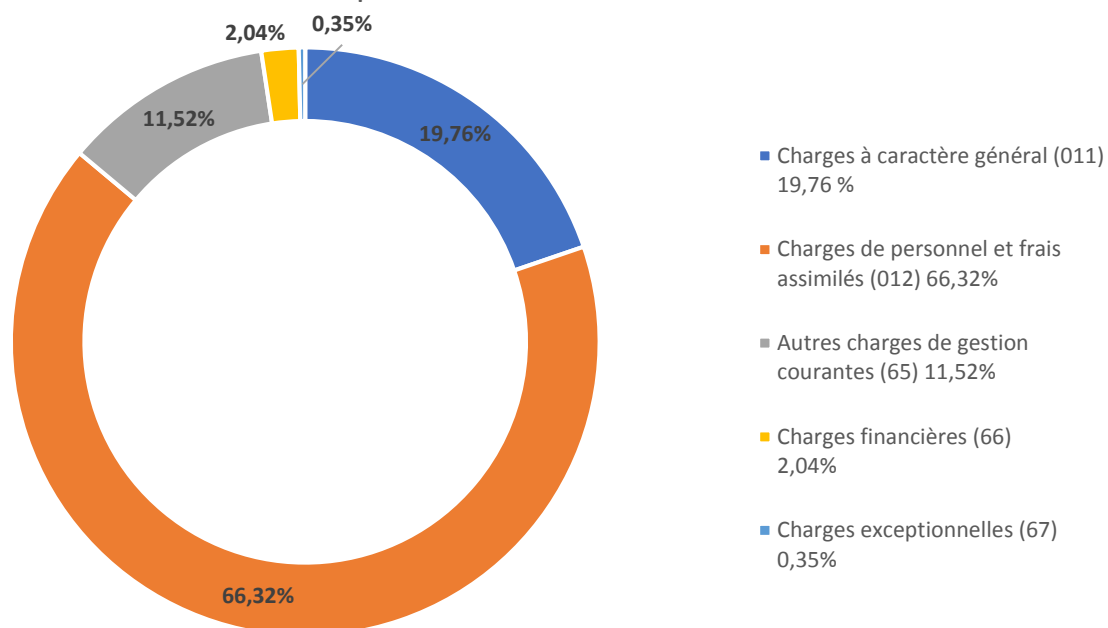
## CA 2022 - Fonctionnement

| Dépenses de fonctionnement                     | CA 2022          | Recettes de fonctionnement                           | CA 2022          |
|------------------------------------------------|------------------|------------------------------------------------------|------------------|
| Opérations réelles                             | <b>4 600 798</b> | Opérations réelles                                   | <b>5 545 521</b> |
| 011 Charges à caractère général                | 909 347          | 013 Atténuations de charges                          | 116 419          |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés    | 3 051 260        | 70 Produits des services, domaine et ventes diverses | 241 779          |
| <i>dont frais de personnels</i>                | 2 904 352        | 73 Impôts et taxes                                   | 3 034 389        |
| 014 Atténuation de produits                    |                  | 74 Dotations, subventions et participations          | 2 069 366        |
| 65 Autres charges de gestion courantes         | 530 014          | 75 Autres produits de gestion courante               | 75 641           |
| 66 Charges financières                         | 93 948           | 76 Produits financiers                               | 6                |
| 67 Charges exceptionnelles                     | 16 229           | 77 Produits exceptionnels (dont ventes immob.)       | 7 920            |
| 68 Dotations aux provisions pour risques       |                  |                                                      |                  |
| O22 Dép imprévues                              |                  |                                                      |                  |
| Opérations d'ordre                             | <b>128 586</b>   | Opérations d'ordre                                   | <b>390</b>       |
| 67 Régul comptable suite cessions biens        |                  | 042 Régul comptable suite cessions biens             | 390              |
| 042 Dotations aux amortissements               | <b>128 586</b>   | 722 Travaux en régie                                 |                  |
|                                                |                  | 7811 reprise sur amortissements/provisions           |                  |
| O23 Virement à l'Ivt                           |                  |                                                      |                  |
| Dépenses de fonctionnement – Total             | <b>4 729 384</b> | Recettes de fonctionnement – Total                   | <b>5 545 911</b> |
| D Déficit de fonctionnement reporté de N-002 1 |                  | R Excédent de fonctionnement reporté de N-002 1      | <b>2 119 663</b> |
| <b>TOTAL FCT</b>                               | <b>4 729 384</b> | <b>TOTAL FCT</b>                                     | <b>7 665 574</b> |

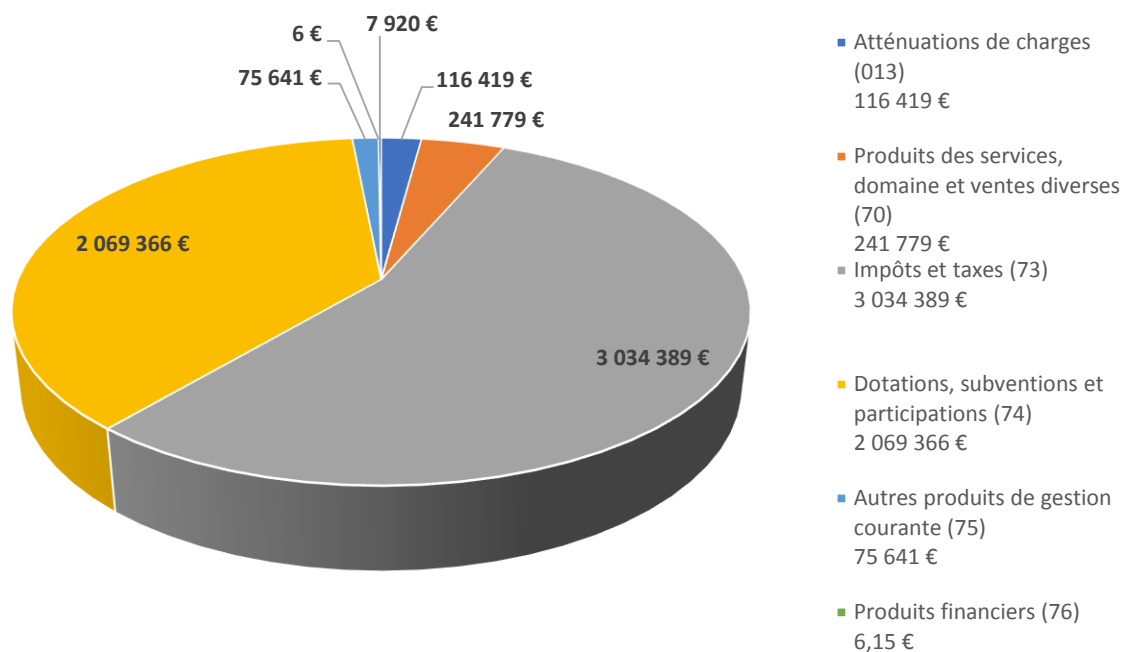
## CA 2022 - Dépenses réelles de fonctionnement



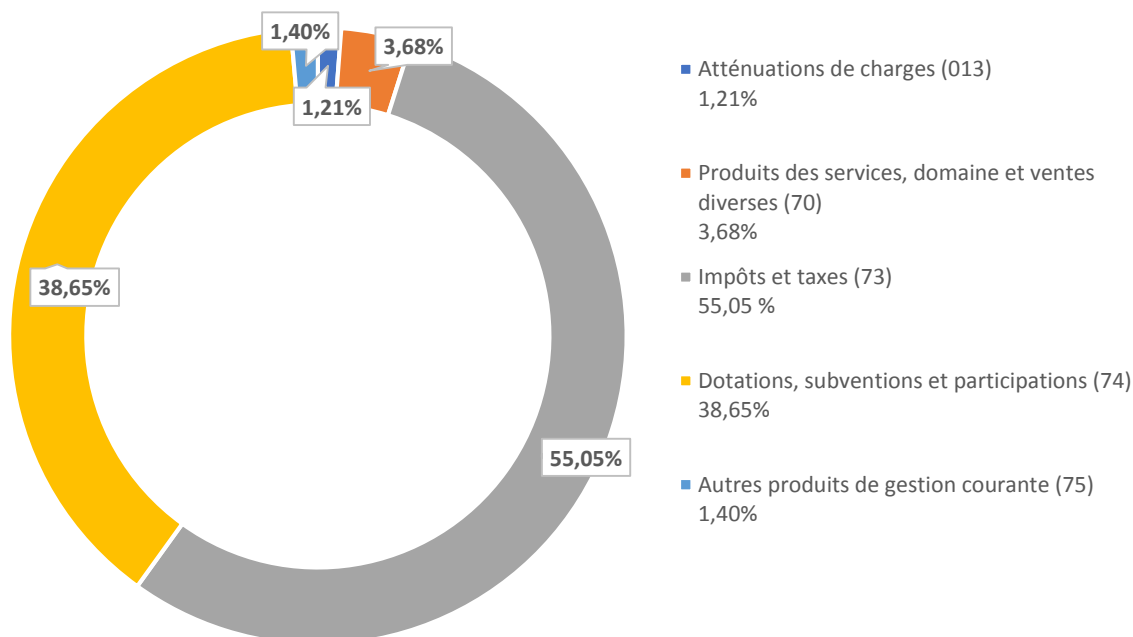
## Ratios dépenses réelles de fonctionnement



## CA 2022 - Recettes réelles de fonctionnement



## Ratios recettes réelles de fonctionnement





## 2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement 2022 sont pour la majeure partie des dépenses d'investissements courants.

Des acquisitions et travaux ont fait l'objet de marchés infructueux et n'ont pas été réalisés en 2022 (camion polybenne, étude et travaux de « rénovation de la plage).

Ces dépenses sont donc reportées en 2023.

## 3 - Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement concernent uniquement le Fonds de Compensation de TVA (FCTVA), la Taxe d'aménagement (TAM) et un excédent de fonctionnement capitalisé.

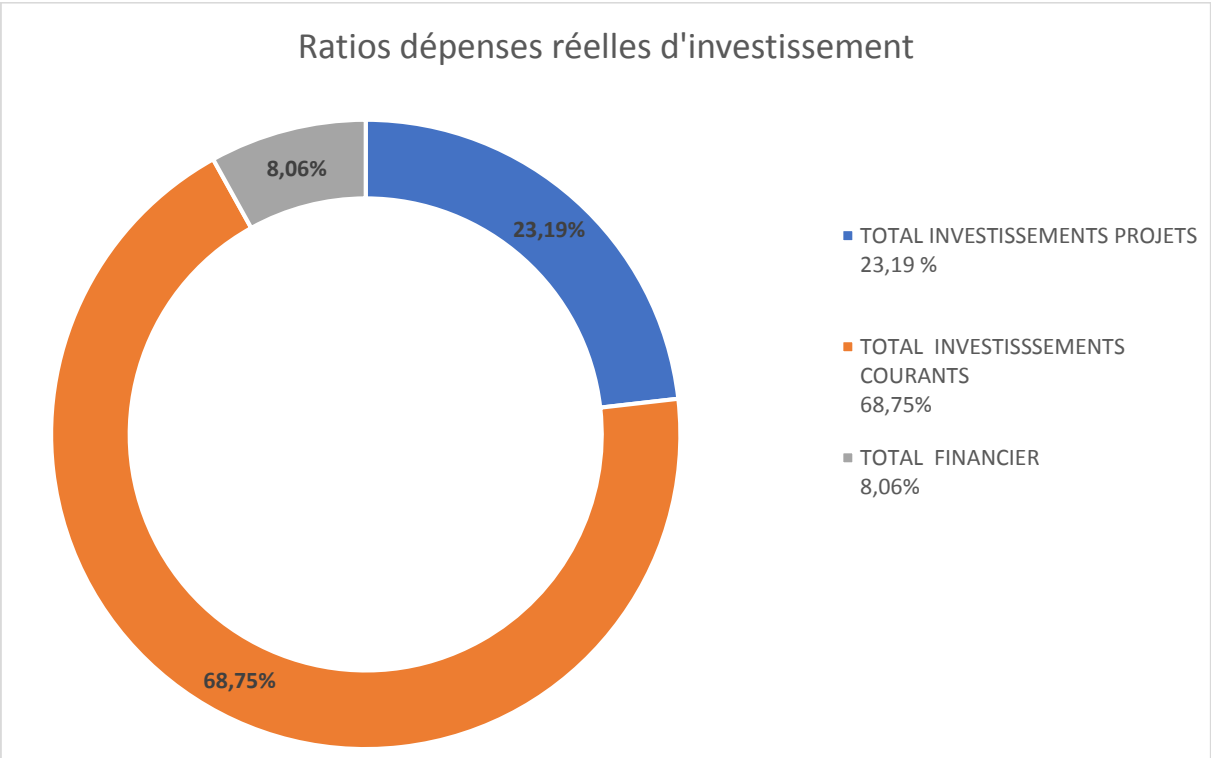
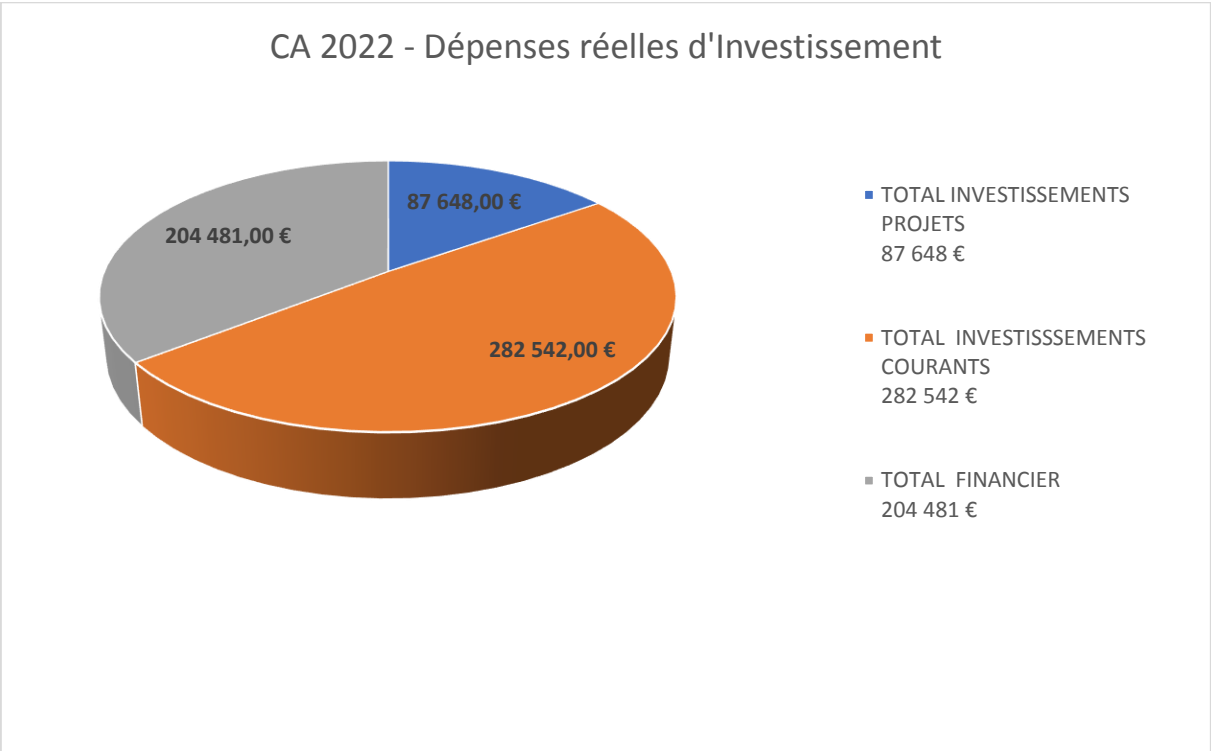
Les recettes de subventions d'investissement reçues sont très faibles, car les travaux n'ont pas débuté.

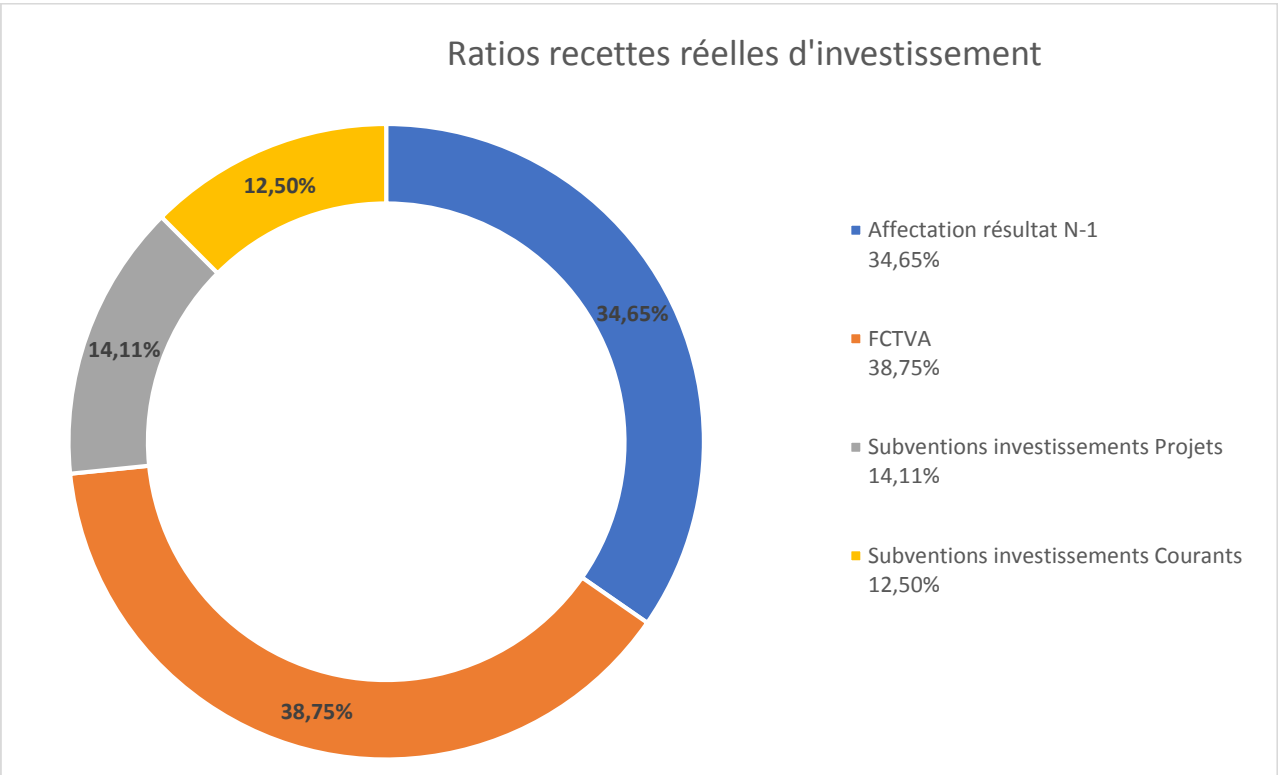
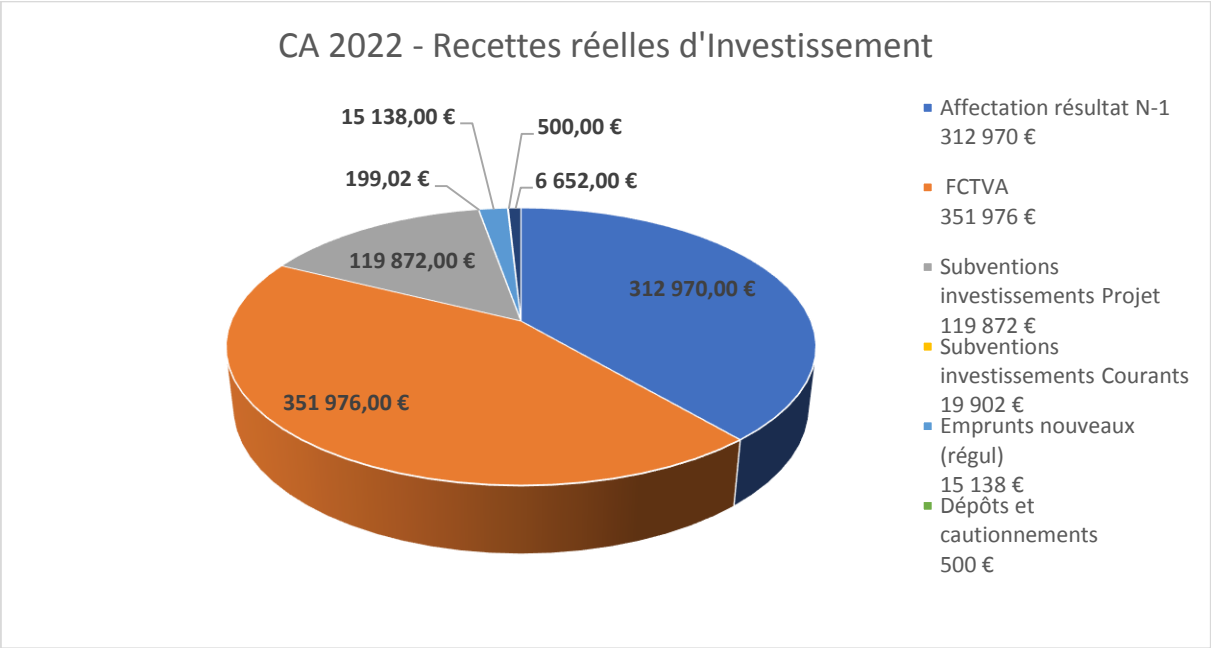
## CA 2022 - Investissement

| Dépenses investissement                                             | CA 2022        |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|
| Opérations réelles                                                  | <b>574 670</b> |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENTS PROJETS</b>                                | <b>87 648</b>  |
| 56 Aménagement des Espaces Publics du Centre Ville (AEPCV)<br>2152  | 0              |
| 62 Aménagement Intérieur Pavillon Nord (AI Pavillons Nord)<br>21318 | 59 135         |
| 63 Cinéma<br>21318                                                  | 3 510          |
| 64 Rénovat° énerq Bat Com<br>21318                                  | 0              |
| 65 Rénovation EP<br>21534                                           | 0              |
| 66 Rénovation Plage<br>2135                                         | 13 600         |
| 70 Extension et Rénovation école maternelle Marie Curie             | 11 403         |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENTS COURANTS</b>                               | <b>282 542</b> |
| 20 Immobilisations incorporelles                                    | 12 866         |
| 204 Subvention d'équipement versées                                 | 0              |
| 21 Immobilisations corporelles                                      | 269 676        |
| <b>TOTAL FINANCIER</b>                                              | <b>204 481</b> |
| 16 Remboursement capital emprunt                                    | 204 481        |
| 020 dépenses imprévus                                               |                |
| <b>Opérations d'ordre</b>                                           | <b>390</b>     |
| 040 tx en régie                                                     |                |
| 041 opérations patrimoniales                                        | <b>390</b>     |
| <b>Dépenses d'investissement – Total</b>                            | <b>575 060</b> |
| D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1                      | <b>174 766</b> |
| <b>TOTAL IVT</b>                                                    | <b>749 826</b> |

| Recettes investissement                                           | CA 2022                             |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Opérations réelles                                                | <b>843 059</b>                      |
| 1068 Affectation résultat N-1                                     | 312 970                             |
| 10222 FCTVA                                                       | 351 976                             |
| 10226 Taxe aménagement                                            | 16 049                              |
| 13 Subventions d'invest reçues<br>* inv Projets<br>* inv courants | <b>162 064</b><br>119 872<br>19 902 |
| 1641 Emprunts nouveaux (Régularisation prêt caf)                  | 15 138                              |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus                                | 500                                 |
| 21 Régul comptable suite MAJ inv                                  | 6 652                               |
| <b>Opérations d'ordre</b>                                         | <b>128 586</b>                      |
| 040 Amortissements des immobilisations                            | <b>128 586</b>                      |
| 041 Opérations patrimoniales                                      |                                     |
| O21 Virement de la section de Fct                                 |                                     |
| <b>Recettes d'investissement – Total</b>                          | <b>971 645</b>                      |
| R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1                    |                                     |
| <b>TOTAL IVT</b>                                                  | <b>971 645</b>                      |







### III - Orientation budgétaire de la Collectivité 2023-2026

#### A - Propositions budgétaires 2023 - Fonctionnement

##### 1- Les dépenses de fonctionnement

Après une stabilisation des dépenses en 2022, l'année 2023 contraindra les collectivités à revoir leur budget à la hausse. En effet, les répercussions de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie française et sur les coûts de fonctionnement sont flagrantes.

##### 1.1 Les charges à caractère générale (011)

Les charges à caractère générale évoluent de 30.56 %.

Les fluides, matières premières, denrées alimentaires, carburant, ont une lourde incidence, non seulement sur les ménages mais aussi sur les collectivités.

La hausse de l'énergie, prévue par le Gouvernement, est de 15 %.

De plus, suite à l'élaboration d'une convention avec Territoire d'Energie 47 (TE47) et l'accord des 2 parties établie fin 2022 pour la facturation de la consommation du réseau de chaleur, le règlement de 2021 et 2022 est imputé sur le budget 2023.

Les chemins ruraux n'ayant pas fait l'objet d'un entretien régulier ces dernières années, il est prévu, dès 2023, d'élaborer un plan d'entretien global défini chaque année.

##### 1.2 Les charges de personnel (012)

Les dépenses de personnel font l'objet de toutes les attentions. La hausse de ces dépenses est, avant tout, le Glissement Vieillesse Technique (GVT : avancement ancienneté, promotion...) et la revalorisation indiciaire.

Toutefois, malgré les recrutements supplémentaires en remplacement des agents absents pour raisons de santé, les dépenses restent stables par rapport en 2022.

Seul des recrutements pour la fin de l'année 2023 sont prévus, à savoir :

- 2 policiers municipaux
- 1 responsable Affaires Culturelles
- 1 Directeur des Services Techniques (DST) adjoint (ce poste étant prévu budgétairement en 2022, il n'y a pas d'impact sur ces dépenses).

##### 1.3 Les charges de gestion courante (65)

Ces charges recouvrent notamment principalement les indemnités des élus, les subventions aux associations et les contributions obligatoires telles que le SDIS47, Territoires d'Energie 47...

Malgré la baisse des subventions aux associations (de 109 740 € en 2022 pour 54 950€ en 2023) due à l'absence de subvention attribuée au CAM, ces dépenses augmentent suite :

- au plan de rénovation globale de l'éclairage public sur la commune (près de 500 points lumineux),
- l'augmentation de la contribution du SDIS - basée sur le nombre d'habitants et dont le taux évolue ( 34.07 € pour 2022 contre 35.50 € pour 2023).

## 2- Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement évoluent de 51.44 %. Cela s'explique par un excédent de fonctionnement 2022 reporté très fortement en hausse.

Toutefois, sans cet excédent, les recettes sont revues à la baisse (-1.50%).

Pour les recettes relatives au personnel, une baisse est à noter au vu du taux de sinistralité élevé (remboursement des agents absents pour raison de santé), l'assurance statutaire ne remboursera qu'à hauteur de 50 % du Traitement Brut Indiciaire (TBI) contre 70 % les années précédentes.

La fiscalité, quant à elle, subit une hausse. En effet, une revalorisation forfaitaire de 7.1% des valeurs locatives est prévue notamment pour la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties (TFB) et la Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties (TBNB).

Taux de contributions directes :

|                        | 2022     | 2021     |
|------------------------|----------|----------|
| Taxe Foncière Bâti     | 52.83 %  | 52.83 %  |
| Taxe Foncière Non Bâti | 132.03 % | 132.03 % |
| CFE                    | 24.12 %  | 24.12 %  |

Produits prévisionnels des valeurs locatives :

|                        | Base d'imposition 2022 | Base d'imposition 2023 |
|------------------------|------------------------|------------------------|
| Taxe Foncière Bâti     | 4 417 000 €            | 4 730 607 €            |
| Taxe Foncière Non Bâti | 135 800 €              | 145 442 €              |
| CFE                    | 799 500 €              | 856 265 €              |

Les dotations restent à l'identique sauf la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) en progression.

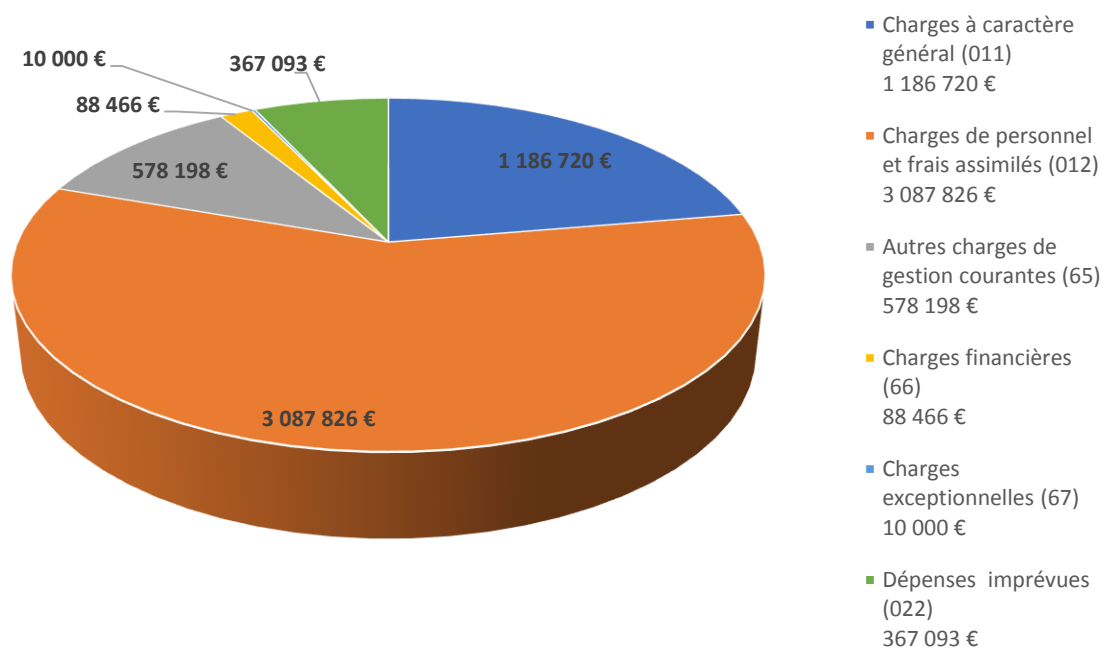
Les autres recettes de produits et services subissent l'inflation prévisionnelle de 2 %, notamment dues à l'augmentation des tarifs :

- du service technique (location des chapiteaux, nacelle, estrade,...)
- du service de l'enfance (centre de loisirs, garderie)
- du service général (révision des loyers, loyers supplémentaires - ancienne perception , les occupations des installations sportives Collège-Lycée, ...)

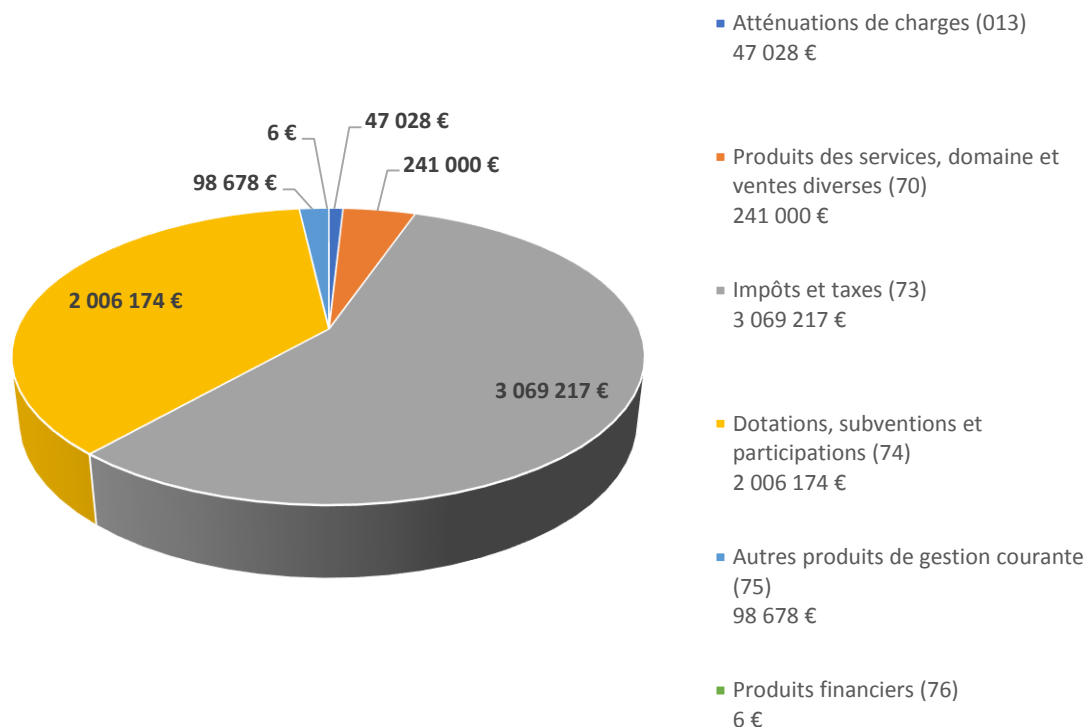
## BP 2023 - FONCTIONNEMENT

| Dépenses de fonctionnement         |                                          | BP 2023          | Recettes de fonctionnement         |                                                   | BP 2023          |
|------------------------------------|------------------------------------------|------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------|
| Opérations réelles                 |                                          | <b>5 318 303</b> | Opérations réelles                 |                                                   | <b>5 462 103</b> |
| 011                                | Charges à caractère général              | <b>1 186 720</b> | 013                                | Atténuations de charges                           | <b>47 028</b>    |
| 012                                | Charges de personnel et frais assimilés  | <b>3 087 826</b> | 70                                 | Produits des services, domaine et ventes diverses | <b>241 000</b>   |
|                                    | <i>dont frais de personnels</i>          | <i>2 939 101</i> | 73                                 | Impôts et taxes                                   | <b>3 069 217</b> |
| 014                                | Atténuation de produits                  |                  | 74                                 | Dotations, subventions et participations          | <b>2 006 174</b> |
| 65                                 | Autres charges de gestion courantes      | <b>578 198</b>   | 75                                 | Autres produits de gestion courante               | <b>98 678</b>    |
| 66                                 | Charges financières                      | <b>88 466</b>    | 76                                 | Produits financiers                               | <b>6</b>         |
| 67                                 | Charges exceptionnelles                  | <b>10 000</b>    | 77                                 | Produits exceptionnels (dont ventes immob.)       |                  |
| 68                                 | Dotations aux provisions pour risques    |                  |                                    |                                                   |                  |
| O22                                | Dép imprévues                            | <b>367 093</b>   |                                    |                                                   |                  |
| Opérations d'ordre                 |                                          | <b>143 800</b>   | Opérations d'ordre                 |                                                   | <b>0</b>         |
| 67                                 | Régul comptable suite cessions biens     |                  | 042                                | Régul comptable suite cessions biens              |                  |
| 042                                | Dotations aux amortissements             | <b>143 800</b>   | 722                                | Travaux en régie                                  |                  |
|                                    |                                          |                  | 7811                               | reprise sur amortissements/provisions             |                  |
| O23                                | Virement à l'lv                          | <b>2 936 190</b> |                                    |                                                   |                  |
| Dépenses de fonctionnement – Total |                                          | <b>8 398 293</b> | Recettes de fonctionnement – Total |                                                   | <b>5 462 103</b> |
| D 002                              | Déficit de fonctionnement reporté de N-1 |                  | R 002                              | Excédent de fonctionnement reporté de N-1         | <b>2 936 190</b> |
| <b>TOTAL FCT</b>                   |                                          | <b>8 398 293</b> | <b>TOTAL FCT</b>                   |                                                   | <b>8 398 293</b> |

## BP 2023 - Dépenses réelles de fonctionnement



## BP 2023 - Recettes réelles de fonctionnement



### B - Propositions budgétaires 2023 - Investissement

#### 1 - Les dépenses d'investissement

##### 1-1 - Les projets « récurrents » sont définis comme suit :

- L'acquisition des équipements et/ou matériels dont les services ont besoin pour le fonctionnement des services (équipements techniques, équipement informatique, ...)
- L'acquisition d'un camion polybenne reportée en 2023, le marché ayant été infructueux en 2022
- L'acquisition d'une balayeuse
- L'acquisition de vidéoprotection
- L'acquisition de biens immobiliers : ancien Crédit Agricole
- L'acquisition de terrains : déchetterie, parking avenue de la Gare
- L'acquisition d'un bois pour faire une réserve incendie



- 1-2 - Les projets « en phase étude » sont les suivants :
- Etude sur la rénovation et modernisation du cinéma CONFLUENT
  - Etude sur la rénovation énergétique des bâtiments communaux
  - Etude sur la rénovation de la plage
- 1-3 - Les projets d'opération, à savoir :
- L'Aménagement Intérieur du Pavillon Nord (AI Nord)
  - L'aménagement de la Place Espiau - Rue Hoche et rue Zéphirs
  - Les travaux de voiries : Rues de Visé - Bazin - Jules Ferry (parking jardin public) - Cours Alsace Lorraine : phase MOE

## 2 - Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement proviennent essentiellement des subventions allouées aux projets « phase étude » et « opérations ».

Pour l'année 2023, les subventions acquises pour les travaux sont budgétisées. D'autres subventions ont été sollicitées et non budgétisées dans l'attente des notifications.

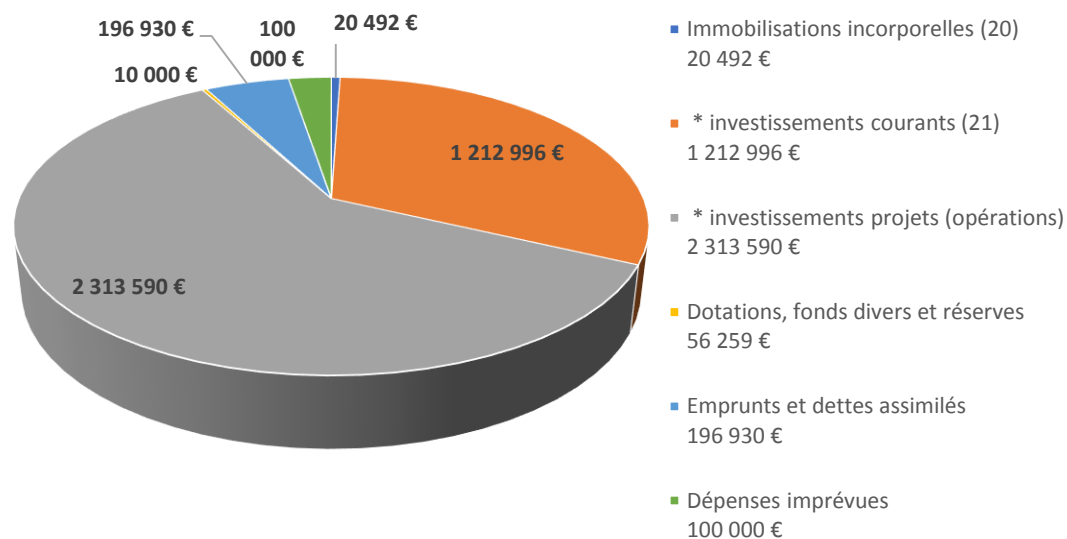
L'excédent de fonctionnement permet de financer les projets de 2023.



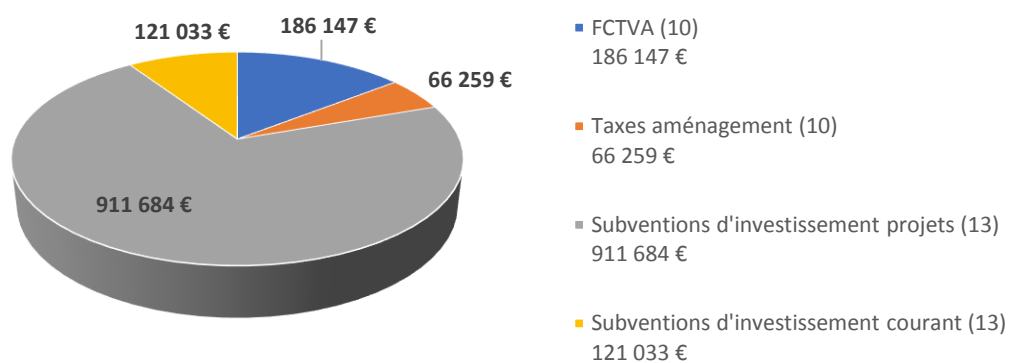
## BP 2023 - INVESTISSEMENT

| Dépenses investissement               |                                                         | BP 2023          | Recettes investissement           |                                          | BP 2023          |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------|------------------------------------------|------------------|
| Opérations réelles                    |                                                         | 4 252 009        | Opérations réelles                |                                          | 1 285 123        |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENTS PROJETS</b>  |                                                         | <b>2 449 915</b> | 1068 Affectation résultat N-1     |                                          | 0                |
| 56                                    | Aménagement des Espaces Publics du Centre Ville (AEPCV) | 373 590          | 10222 FCTVA                       |                                          | 186 147          |
|                                       | dont RAR                                                | 0                | 10226 Taxe aménagement            |                                          | 10 000           |
| 62                                    | Aménagement Intérieur Pavillon Nord (Al Pavillons Nord) | 1 925 482        | 13 Subventions d'invest reçues    |                                          | 1 088 976        |
|                                       | BP 2023                                                 | 1 795 000        | * inv Projets                     |                                          | 333 510          |
|                                       | dont RAR                                                | 130 482          | RAR                               |                                          | 578 174          |
| 63                                    | Cinéma                                                  | 52 990           | * inv courants                    |                                          | 103 049          |
|                                       | BP 2023                                                 | 50 000           | RAR                               |                                          | 17 984           |
|                                       | dont RAR                                                | 2 990            |                                   |                                          |                  |
| 66                                    | Rénovation Plage                                        | 10 000           | 1346 Régul TAM                    |                                          | 56 259           |
|                                       | BP 2023                                                 | 10 000           |                                   |                                          |                  |
|                                       | dont RAR                                                |                  |                                   |                                          |                  |
| 67                                    | Voirie                                                  | 85 000           |                                   |                                          |                  |
|                                       | RAR                                                     | 0                |                                   |                                          |                  |
| 70                                    | Extension et Rénovation école maternelle Marie Curie    | 2 853            |                                   |                                          |                  |
|                                       | RAR                                                     | 2 853            |                                   |                                          |                  |
|                                       |                                                         |                  |                                   |                                          |                  |
| <b>TOTAL INVESTISSEMENTS COURANTS</b> |                                                         | <b>1 448 905</b> |                                   |                                          |                  |
| 20                                    | Immobilisations incorporelles                           | 20 492           |                                   |                                          |                  |
|                                       | RAR                                                     | 75 664           |                                   |                                          |                  |
| 204                                   | Subvention d'équipement versées                         | 0                |                                   |                                          |                  |
| 21                                    | Immobilisations corporelles                             | 1 212 996        |                                   |                                          |                  |
|                                       | RAR                                                     | 139 753          |                                   |                                          |                  |
|                                       |                                                         |                  |                                   |                                          |                  |
| <b>TOTAL FINANCIER</b>                |                                                         | <b>353 189</b>   |                                   |                                          |                  |
| 16                                    | Remboursement capital emprunt                           | 196 930          |                                   |                                          |                  |
| 10226                                 | Régul TAM 2019                                          | 56 259           |                                   |                                          |                  |
| 020                                   | depenses imprévus                                       | 100 000          |                                   |                                          |                  |
| Opérations d'ordre                    |                                                         | 0                | Opérations d'ordre                |                                          | 143 800          |
| 040                                   | tx en régie                                             |                  | 040                               | Amortissements des immobilisations       | 143 800          |
| 041                                   | opérations patrimoniales                                |                  | 041                               | Opérations patrimoniales                 |                  |
|                                       |                                                         |                  |                                   |                                          |                  |
|                                       |                                                         |                  | 021                               | Virement de la section de Fct            | 2 936 190        |
| Dépenses d'investissement – Total     |                                                         | 4 252 009        | Recettes d'investissement – Total |                                          | 4 365 113        |
| D 001                                 | Solde d'exécution négatif reporté de N-1                | 113 104          | R 001                             | Solde d'exécution positif reporté de N-1 |                  |
| <b>TOTAL IVT</b>                      |                                                         | <b>4 365 113</b> | <b>TOTAL IVT</b>                  |                                          | <b>4 365 113</b> |

## BP 2023 - Dépenses réelles d'investissement



## BP 2023 - Recettes réelles d'investissement



### C- Prospectives budgétaires 2023-2026

Pour la continuité des projets 2023-2026, un emprunt dédié à une ou plusieurs opérations pourra être envisagé afin de ne pas compromettre la situation financière de la collectivité.

#### 1-1 Prospective 2023 - Fonctionnement

|                                                        | Projet BP 2023        | Prospective 2024      | Prospective 2025      | Prospective 2026      |
|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Dépenses</b>                                        |                       |                       |                       |                       |
| 011 - Charges à caractère général                      | 1 186 720,00 €        | 1 210 454,40 €        | 1 234 663,49 €        | 1 237 356,76 €        |
| 012 - Charges de personnels                            | 3 087 826,00 €        | 3 165 021,65 €        | 3 244 147,19 €        | 3 303 250,87 €        |
| 65 - Autres charges de gestion courante                | 578 198,00 €          | 516 761,96 €          | 527 097,20 €          | 515 639,14 €          |
| 66 - Charges financières                               | 88 466,00 €           | 84 602,00 €           | 78 199,00 €           | 71 701,00 €           |
| <i>Intérêts nouveaux (emprunts 2023)</i>               |                       |                       | 64 349,00             | 63 039,00             |
| 67 - Charges exceptionnelles                           | 10 000,00 €           | 4 100,00 €            | 4 200,00 €            | 4 300,00 €            |
| 68 - Amortissements                                    | 143 800,00 €          | 193 715,00 €          | 174 562,00 €          | 146 598,00 €          |
| Dépenses imprévues                                     | 56 500,00 €           |                       |                       |                       |
| Virement de section fct et inv                         | 2 936 190,00 €        | 310 593,00 €          | 351 873,91 €          | 303 523,81 €          |
| <b>Total DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>        | <b>8 087 700,00 €</b> | <b>5 485 248,01 €</b> | <b>5 614 742,79 €</b> | <b>5 582 369,58 €</b> |
| <b>Recettes</b>                                        |                       |                       |                       |                       |
| 13 - Atténuations de charges                           | 47 028,00 €           | 48 203,70 €           | 49 408,79 €           | 50 644,01 €           |
| 70 - Produits des services, domaine et ventes diverses | 241 000,00 €          | 245 820,00 €          | 250 736,40 €          | 255 751,13 €          |
| 73 - Impôts et taxes                                   | 3 069 217,00 €        | 3 072 286,22 €        | 3 075 358,50 €        | 3 078 433,86 €        |
| 74 - Dotations, subventions et participations          | 2 006 174,00 €        | 2 006 174,00 €        | 2 006 174,00 €        | 2 006 174,00 €        |
| 75 - Autres produits de gestion courante               | 98 678,00 €           | 154 035,00 €          | 184 705,00 €          | 186 400,00 €          |
| 76 - Produits financiers                               | 6,00 €                | 10,00 €               | 10,00 €               | 10,00 €               |
| 77 - Produits exceptionnels                            | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| Excédent de fonctionnement précédent et reporté        | 2 936 190,00 €        | 310 593,00 €          | 351 873,91 €          | 303 523,81 €          |
| <b>Total RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>        | <b>8 398 293,00 €</b> | <b>5 837 121,92 €</b> | <b>5 918 266,60 €</b> | <b>5 880 936,82 €</b> |
| épargne brute                                          | 310 593,00 €          | 351 873,91 €          | 303 523,81 €          | 298 567,23 €          |
| épargne brute (en pourcentage)                         | 3,70%                 | 6,03%                 | 5,13%                 | 5,08%                 |
|                                                        |                       |                       |                       |                       |
| annuité en capital (à encours constants)               | 196 930,00 €          | 187 399,00 €          | 193 460,00 €          | 196 021,00 €          |

## 1-2 Prospective 2023 – Investissement

|                                                                     | 2023                  | 2024                  | 2025                  | 2026                  |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Dépenses</b>                                                     |                       |                       |                       |                       |
| 16 - Emprunts en cours                                              | 196 930,00 €          | 187 399,00 €          | 193 460,00 €          | 196 021,00 €          |
| <i>Emprunts nouveaux</i>                                            |                       |                       | 40 916,00             | 42 225,00             |
| 20 - Immobilisations incorporelles                                  | 20 492,00 €           | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| 21 - immobilisations en cours                                       | 2 747 819,00 €        | 3 073 060,00 €        | 2 196 000,00 €        | 1 580 000,00 €        |
| <b>* Investissements courants</b>                                   | <b>434 229,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>250 000,00 €</b>   |
| * investissements projets "en phase étude"                          | 60 000,00 €           | 1 924 000,00 €        | 1 296 000,00 €        | 1 200 000,00 €        |
| <i>Op 63 - Rénovation Extension Cinéma</i>                          | <i>50 000,00 €</i>    | <i>924 000,00 €</i>   | <i>396 000,00 €</i>   |                       |
| <i>Op 64 - Rénovation énergétique Bâtiments Communaux</i>           | <i>0,00 €</i>         | <i>100 000,00 €</i>   | <i>100 000,00 €</i>   |                       |
| <i>Op 66 - Rénovation plage</i>                                     | <i>10 000,00 €</i>    | <i>100 000,00 €</i>   |                       |                       |
| <i>Pôle d'Echange Multimodal (PEM)</i>                              |                       | <i>800 000,00 €</i>   | <i>800 000,00 €</i>   | <i>1 200 000,00 €</i> |
| * investissements projets "opération"                               | 2 253 590,00 €        | 849 060,00 €          | 600 000,00 €          | 0,00 €                |
| <i>Op 62 - Réhabilitation Intérieur Pavillon Nord (AI Nord)</i>     | <i>1 795 000,00 €</i> | <i>0,00 €</i>         |                       |                       |
| <i>Op. 56 - Aménagement Espaces Publics du Centre Ville (AEPCV)</i> | <i>373 590,00 €</i>   | <i>249 060,00 €</i>   |                       |                       |
| <i>Op 67 - Travaux voirie</i>                                       | <i>85 000,00 €</i>    | <i>600 000,00 €</i>   | <i>600 000,00 €</i>   |                       |
| <i>Préemption Bâtiments av. de la gare</i>                          |                       |                       |                       | <i>130 000,00 €</i>   |
| deficit d investissement reporte                                    | 113 104,00 €          | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>Total Dépenses d'investissement</b>                              | <b>3 078 345,00 €</b> | <b>3 260 459,00 €</b> | <b>2 430 376,00 €</b> | <b>1 818 246,00 €</b> |
| <b>Recettes</b>                                                     |                       |                       |                       |                       |
| 040 - Amortissements                                                | 143 800,00 €          | 193 715,00 €          | 174 562,00 €          | 146 598,00 €          |
| 10226 - Taxes aménagement                                           | 10 000,00 €           | 20 000,00 €           | 25 000,00 €           | 30 000,00 €           |
| 10222 - FCTVA (Fonds de Compensation TVA)                           | 186 147,00 €          | 593 406,17 €          | 504 104,76 €          | 360 231,84 €          |
| 13 - subventions d'équipements (sur travaux)                        | 492 818,00 €          | 924 353,33 €          | 632 000,00 €          | 443 333,33 €          |
| excédent d'invest reporte                                           | 2 936 190,00 €        | 690 610,00 €          |                       |                       |
| vrt section fct                                                     |                       | 310 593,00 €          | 351 873,91 €          | 303 523,81 €          |
| <b>Total Recettes d'investissement</b>                              | <b>3 768 955,00 €</b> | <b>2 732 677,50 €</b> | <b>1 687 540,67 €</b> | <b>1 283 686,98 €</b> |
| <b>Besoin financement</b>                                           | <b>690 610,00 €</b>   | <b>-527 781,50 €</b>  | <b>-742 835,33 €</b>  | <b>-534 559,02 €</b>  |
| excédent d'investissement de l'exercice                             | 690 610,00 €          |                       |                       |                       |
| <b>recours à l'emprunt</b>                                          |                       | <b>-527 781,50 €</b>  | <b>-742 835,33 €</b>  | <b>-534 559,02 €</b>  |
| total nouvel emprunt                                                |                       |                       |                       | -1 805 175,85 €       |
| nouvel emprunt                                                      |                       |                       |                       | 1 806 000,00 €        |
| encours dettes actuelles au 01/01/2027                              |                       |                       |                       | 2 223 968,00 €        |
| total encours                                                       |                       |                       |                       | 4 029 968,00 €        |
| capacité de désendettement                                          |                       |                       |                       | 13,50                 |

Dans le cadre des différents projets d'investissement et au vu des montants, il est prévu d'effectuer un emprunt de 1 806 000 € courant 2026. Avec l'évolution à la hausse des taux et en restant prudent, il est proposé de faire un emprunt sur 30 ans avec une base de taux d'intérêt fixe à 3.50 %.

## A – Les indicateurs de gestion au terme du mandat

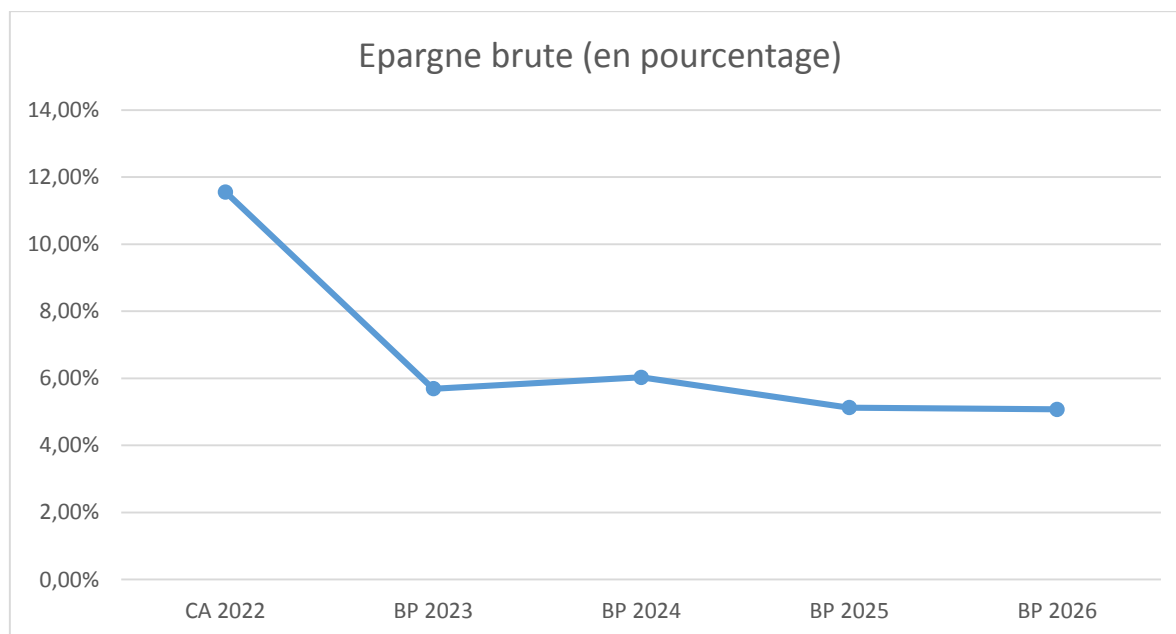
### 1- L'épargne brute de gestion

Elle correspond à l'excédent de recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêt.

L'épargne brute, ou appelée aussi « autofinancement brut » est affectée à la couverture de tout ou partie des dépenses d'investissement (en priorité le remboursement des emprunts et, pour le surplus, les dépenses d'équipements).

L'épargne de gestion est en baisse.

|                                          | CA 2022        | BP 2023        | BP 2024        | BP 2025        | BP 2026        |
|------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 4 904 149,54 € | 5 151 510,00 € | 5 485 248,01 € | 5 614 742,79 € | 5 582 369,58 € |
| Total RECETTES REEELS DE FONCTIONNEMENT  | 5 545 144,00 € | 5 462 103,00 € | 5 837 121,92 € | 5 918 266,60 € | 5 880 936,82 € |
| Epargne brute                            | 640 994,46 €   | 310 593,00 €   | 351 873,91 €   | 303 523,81 €   | 298 567,24 €   |
| Epargne brute (en pourcentage)           | 11,56%         | 5,69%          | 6,03%          | 5,13%          | 5,08%          |



## 2- Dette et capacité de désendettement

Cet indicateur permet de répondre à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela son épargne brute ?

La capacité de remboursement reste stable pour 2023 et 2024 et est inférieure à la moyenne. Toutefois, à compter de 2025, la dette par habitant sera en augmentation.

| EVOLUTION DE LA DETTE                                       | Au<br>01/01/2023   | Au<br>01/01/2024   | Au<br>01/01/2025   | Au<br>01/01/2026   |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Montat total dette en capital</b>                        |                    |                    |                    |                    |
| CRD au                                                      | 2 997 773 €        | 2 800 846 €        | 3 693 448 €        | 3 459 073 €        |
| - Remboursement annuité en capital                          | -196 927 €         | -187 398 €         | -234 375 €         | -238 245 €         |
| + Emrpunts nouveaux                                         |                    |                    |                    |                    |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>2 800 846 €</b> | <b>2 613 448 €</b> | <b>3 459 073 €</b> | <b>3 220 828 €</b> |
| <b>Capacité de désendettement</b>                           |                    |                    |                    |                    |
| CRD au 31/12 de N                                           | 2 800 846 €        | 2 613 448 €        | 3 459 073 €        | 3 220 828 €        |
| Epargne brute de N                                          | 310 593 €          | 351 874 €          | 303 524 €          | 298 567 €          |
| <b>Total en années</b>                                      | <b>9</b>           | <b>7</b>           | <b>11</b>          | <b>11</b>          |
| <b>Dette en € / hab</b>                                     | 641 €              | 598 €              | 792 €              | 737 €              |
| base 4 368 hab (suite estimation recensement 2023)          |                    |                    |                    |                    |
| <i>Dette en €/hab - moyenne strat</i><br><i>(base 2021)</i> | 906 €              |                    |                    |                    |